

## PRIX DU SUCRE ET DE L'HUILE

# Divergences entre Cevital et le ministère du Commerce

**Le ministère du Commerce et le groupe Cevital divergent sur la baisse des prix du sucre et de l'huile. En le mettant en demeure de se conformer aux prix fixés dimanche dernier, le gouvernement ne pousse-t-il pas cet opérateur à revoir ses prix à la hausse ?**

**Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)** - Le groupe agroalimentaire Cevital a été mis en demeure, hier, par le ministère du Commerce, de se conformer aux prix du sucre et de l'huile, fixés dimanche dernier. Conclu entre le département de Mustapha Benbada et des producteurs et importateurs, cet accord prévoit des prix de 90 DA le kilogramme de sucre et de 600 DA la bonbonne de 5 litres d'huile. Selon le ministère du Commerce, cité par l'APS, les équipes de contrôle dépêchées par la Direction

du contrôle commercial et de la répression des fraudes pour vérifier l'application de cet accord «ont constaté que les prix appliqués par Cevital sur le sucre et l'huile ne sont pas conformes aux termes de l'accord». Or, Cevital a annoncé, hier, les nouveaux prix pour le sucre et l'huile, sortie usine. Pour le sucre, le prix du sac de 50 kilogrammes est de 69,50 DA. Quant au paquet de 1 kilogramme, le prix est de 74,50 DA. Concernant l'huile végétale de base de qualité Elio, les prix sont de 495 DA le bidon de 5 litres,



M. Mustapha Benbada.

de 210 DA la bouteille de 2 litres et de 110 DA la bouteille de 1 litre. Dans un communiqué, l'opérateur précise qu'«à la suite des

dernières décisions du gouvernement d'exonérer les produits alimentaires de large consommation des droits de douanes (5%) et

de la TVA (17%), Cevital a immédiatement répercuté l'intégralité de ces baisses consenties par les pouvoirs publics pour stabiliser les prix de l'huile et du sucre sur le marché». Toutefois, Cevital «invite tous les opérateurs de la distribution, y compris les détaillants, à ne pas dépasser les prix aux consommateurs fixés par le gouvernement à 90 DA le kilo de sucre et à 600 DA le bidon de 5 litres d'huile.

Or, Cevital est suspecté, selon d'aucuns, de pratique commerciale déloyale, en vue de casser les prix de ces deux produits et maintenir sa position dominante sur le marché. A contrario, l'on affirme à Cevital que l'accord est respecté totalement. En

outre, le producteur précise que la baisse concerne les prix de production. Concernant les prix à la consommation, l'on précise que le plafond des prix reste respecté, tout en prenant en compte les marges. Or, le ministère du Commerce interprète différemment la démarche de l'opérateur, en le sommant de respecter la baisse des prix. En invitant Cevital à respecter les termes de l'accord, le gouvernement ne chercherait-il pas à pousser cet opérateur à augmenter ses prix ? La question reste posée, au-delà de la quête de la bonne régulation commerciale et de la volonté de mettre un terme aux pratiques déloyales.

C. B.

## DÉNONÇANT L'ABSENCE DE MESURES PÉRENNES

## L'UGCAA s'attend à une nouvelle hausse des prix

**L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), par le biais de son porte-parole, M. Boulouar, avertit quant à une nouvelle hausse des prix des produits de large consommation au terme du mois de mars prochain. Cette augmentation interviendrait, selon notre interlocuteur, suite à l'application de la nouvelle réglementation relative à l'utilisation des chèques pour les transactions de plus de 500 000 DA et à la facturation. L'UGCAA propose donc de reporter les nouvelles mesures en attendant des solutions adaptées ou de baisser la TVA sur les produits de large consommation.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Selon M. Boulouar, les dates butoir du 1<sup>er</sup> avril et du 31 août, relatives à la fin de la période de baisse des impôts en faveur des opérateurs, aboutiront donc

inévitavelmente à une autre flambée des prix des produits de large consommation.

«Nous souhaitons de nouvelles mesures pour éviter une autre explosion sociale. Entre hier et

aujourd'hui, à titre d'exemple, nous observons des perturbations sur le marché dues notamment au fait qu'un opérateur écoule ses produits à des prix plus bas. Cela crée une certaine confusion, et il est donc nécessaire que le ministère du Commerce fixe un prix unique aux produits à la sortie des usines», suggère le porte-parole de L'UGCAA.

Il précise, par ailleurs, que les opérateurs maintiennent que si l'utilisation des chèques et des factures est généralisée, les prix augmenteront automatiquement. «Il est nécessai-

re donc que les autorités concernées reportent l'application des nouvelles mesures en attendant des solutions pérennes. La solution pourrait aussi être dans la réduction de la TVA, qui est actuellement de 17 % sur les produits de large consommation. Ces solutions permettront d'équilibrer le marché», explique M. Boulouar. Le porte-parole de L'UGCAA précise, par ailleurs, que selon les prévisions au niveau international, notamment celles de la FAO, une augmentation des prix des produits agroalimentaires est atten-

due pour l'année 2011.

«Cette hausse aura certainement un impact sur le marché national qui sera touché de plein fouet du fait que nous dépendons des importations massives pour ce qui est notamment des céréales et de la poudre de lait», déclare M. Boulouar. Il propose ainsi la tenue d'un autre conseil interministériel pour pencher sur la question du manque de productivité et qui verra la participation des secteurs de la pêche, de l'agriculture, des finances et de l'industrie. «Il s'agira d'éviter cette crise, en l'absence de politique de production.

Que fait le Conseil national économique et social (CNES) ? Son rôle n'est-il pas justement de devancer ce genre de mouvements du marché ?» s'interroge notre interlocuteur qui évoque aussi

«l'inertie des acteurs du pacte économique et social».

Selon l'UGCAA, les collectivités locales ont leur part de responsabilité dans la manifestation de colère de la population. «Nous avons appelé à maintes reprises à la réouverture des espaces commerciaux et à la création de marchés de proximité. La disponibilité importante des produits de large consommation aurait participé à la stabilité et à la baisse des prix», rappelle M. Boulouar.

Ce dernier explique, en outre, qu'au cours de l'année 2011, avec la facilitation de l'obtention du registre du commerce, le nombre de commerçants devrait passer d'un million 400 000 à un million 600 000, soit la venue sur le marché de 200 000 nouveaux commerçants.

F.-Z. B.

## Les minotiers se défendent

Suite aux déclarations du directeur de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) qui affirmait que certains minotiers, attirés par le gain facile, détournent des quantités de blé tendre vers le marché informel notamment pour répondre à la demande des éleveurs d'ovins, la disponibilité du fourrage étant en baisse, les professionnels du secteur récusent totalement ces allégations. Dans un point de presse présidé ce mercredi par le représentant des minotiers d'Oran

et ce, en présence du porte-parole des boulangers, le ton était à la précision.

«Vendre du blé tendre subventionné par l'Etat dans de telles conditions est pour nous un crime et s'il y a des preuves contre certains de ces minotiers, il n'y a qu'à les sanctionner», déclarera M. Cherradi, représentant des 35 moulins d'Oran. Tout en soulignant le rôle que doit tenir la DCP dans ces cas-là, l'intervenant dira : «Nous avons fourni à la DCP et à l'OAIC la méthode par

laquelle ils peuvent mener à bien ce contrôle, notamment en analysant le taux d'extraction de la farine, en vérifiant la consommation d'électricité, les factures d'achat des sacs, qui sont un moyen sûr de contrôle».

S'agissant de la tension autour de la distribution de la farine, les professionnels des moulins l'expliquent par la succession de jours fériés et de week-ends prolongés.

Les minoteries n'étant livrées que les jours ouvrables, soit, 22 jours/mois. L'une des solu-

tions qui pourraient bientôt mettre un terme à ce problème serait la signature d'une convention de livraison entre boulangers et minotiers. Tous deux déplorent que de tels propos interviennent juste après l'accalmie, alors qu'il ne s'agit en fait, selon les intervenants, que de problèmes d'enlèvement et de livraison qui seront vite maîtrisés, et ainsi tout devrait rentrer dans l'ordre sans qu'il y ait besoin de créer de tension inutile.

A. B.

## Communiqué d'Algérie Poste

Pour des raisons de maintenance, Algérie Poste informe son aimable clientèle CCP que les retraits sur les guichets automatiques des billets de banque (GAB), sont plafonnés à 5 000,00 DA durant la journée du vendredi 14 janvier 2011, de 8h30 mn à 20 heures, et s'excuse des désagréments qui lui sont causés à cette occasion.